

ENTRETIEN

Le meurtre du jeune Thomas à Crépol, les règlements de comptes dans les cités faisant des morts collatéraux, l'attentat islamiste à deux pas de la tour Eiffel samedi dernier : la France semble s'enfoncer dans une insécurité ordinaire. Peut-on atteindre un consensus sur le constat ? Y a-t-il encore un déni médiatique sur le lien entre immigration et délinquance ? Comment traiter politiquement ce sujet sans sombrer dans le spectre de la guerre civile ? Pour en débattre, *Le Figaro* a réuni Natacha Polony qui publie *Chroniques du «rien n'est perdu»* (l'Observatoire) et Mathieu Bock-Côté, auteur du *Totalitarisme sans le goulag* (Presse de la Cité). Si pour la directrice de *Marianne*, ces faits illustrent d'abord la faillite de l'intégration et l'échec du modèle républicain, pour le chroniqueur du *Figaro*, la priorité historique de notre pays est l'arrêt de l'immigration massive. Une version vidéo de ce débat est à retrouver sur lefigaro.fr et YouTube.

Chroniques du «rien n'est perdu»
2018-2023
DE NATACHA POLONY
L'OBSERVATOIRE,
208 P., 22€

Le Totalitarisme sans le goulag
DE MATHIEU BOCK-CÔTÉ
PRESSES DE LA CITÉ,
272 P., 22€

➔ Lire aussi PAGES 2 à 6

Insécurité, déni médiatique, immigration : le débat Natacha Polony-Mathieu Bock-Côté

PROPOS RECUEILLIS PAR
EUGÈNE BASTIE ebastie@lefigaro.fr

LE FIGARO. - Y a-t-il un déni médiatique concernant l'insécurité et l'immigration en France ?

Natacha POLONY. - Il y a clairement un déni médiatique, mais il n'est pas nouveau : cela fait trente ans qu'on entend qu'il n'y a pas d'insécurité mais un «sentiment» d'insécurité et que défient des sociologues qui expliquent que la violence n'augmente pas. Or, la montée de l'insécurité est indéniable, comme nous le montrent les chiffres – notamment ceux fournis par le criminologue Alain Bauer. Depuis un siècle, les homicides ont évidemment diminué et la France est moins dangereuse, mais à l'échelle d'une vie, sur vingt ou trente ans, les tentatives d'homicides ont explosé : sur les quatre dernières années, Alain Bauer explique que les chiffres n'ont jamais été aussi élevés que depuis qu'on en dispose.

Toute une partie des médias est dans le déni et donne l'impression d'avoir enfin pu justifier le danger constitué par l'extrême droite lorsqu'ils ont eu l'occasion de constater une ratonnade après le drame de Crépol : si ce danger est bien réel, c'est parce qu'on a tout fait pour le favoriser. Chacun finit en France par choisir sa victime et son coupable. Lors d'un jeune jardinier, Mourad, a reçu un coup de cutter parce qu'il était mal garé, l'extrême gauche avait trouvé son crime raciste et pouvait oublier Thomas. De l'autre côté, on ne voulait pas en parler pour ne pas diminuer le drame de Crépol. Ces jeunes gens aux pulsions violentes, issus de l'immigration, viennent des cités qui concentrent de la pauvreté et des trafics de drogue. Mais cette réalité ne doit pas cacher le fait d'une augmentation générale de la violence : l'incapacité à se réguler et à ne pas être agressif a tendance à se diffuser dans toute la société.

Mathieu BOCK-CÔTÉ. - Encore une fois, il faut nommer les choses correctement : les territoires perdus de la République sont des zones de non-France, qui se dérobent à sa culture, ses lois et ses mœurs. Les premières à le savoir sont les femmes, qui ne s'y aventurent pas sans changer de tenue et sans multiplier les gestes pour éviter d'attirer l'attention sur elles. Et je veux bien ne pas tout réduire à la question identitaire, mais je constate qu'on cache souvent derrière un appel mondial à la «complexité» et à la «nuance» le désir de l'occulter, comme si un intellectuel se souillait en la mentionnant. Le régime diversitaire est passé de l'occultation du réel à sa falsification. On l'a vu lors des événements du Stade de France, quand le régime diversitaire a eu le culot de présenter les agresseurs comme des «supporteurs britanniques», de même qu'au moment des émeutes de juillet-juillet 2023, on a jeté la vindicte sur Kevin et Matteo. C'est toujours le même mécanisme qui s'active. On l'a vu au moment de Crépol, même si, cette fois, la digue a cédé – mais le régime s'est alors tourné contre ceux qui furent accusés de l'avoir fait tomber. C'est ce qu'on appelle, en d'autres lieux, la loi de l'omerta. Un fait central doit pourtant être rappelé, qui dépasse même les questions d'insécurité : au terme du présent siècle, le peuple historique français risque de devenir minoritaire en son propre pays, et la culture française n'y sera plus qu'une culture optionnelle, probable-

ment folklorisée, réservée à une population devenue étrangère à son propre pays. Je ne parviens pas à ne pas y voir un tragédisme.

N. P. - Il y a certes une explosion de la délinquance de jeunes gens issus de l'immigration, qui n'ont pas été élevés dans le respect de l'autorité et qui se sont retrouvés face à des institutions républicaines défaillantes. Mais il faut aller au bout du raisonnement : s'ils sont issus de l'immigration, ils sont cependant français. Comment fait-on politiquement pour traiter ce problème sans aller vers la guerre civile ? L'idée que les Français pourraient devenir culturellement minoritaires chez eux est certes insupportable, faire venir une immigration massive sans réguler les flux et surtout ne pas les intégrer constitue une politique dangereuse et coupable.

Des réalités autrefois censurées percent désormais dans le débat public, non pas toutefois parce que la droite a gagné la guerre des idées mais parce que la situation s'est à un tel point dégradée qu'on ne peut plus les censurer intégralement

MATHIEU BOCK-CÔTÉ

Mais le problème concerne aujourd'hui des jeunes gens qui sont nés en France (quoi qu'on pense du droit du sol qui n'a rien à voir avec son esprit originel). La question n'est pas tant de crier à la guerre ethnique ou culturelle, mais de savoir comment faire respecter à ces jeunes la loi française et éradiquer cette culture de la haine. Celle-ci est nourrie par la progression de l'islam conquérant et du trafic de drogue – qui a toujours existé mais qui explose aujourd'hui et se concentre parmi des populations d'origine immigrée.

M. B.-C. - Il y a une priorité historique, existentielle : rompre avec l'immigration massive. Certes les jeunes dont vous parlez sont français, mais ils ne le sont qu'administrativement parlant. Un peuple n'est pas qu'une abstraction juridique. Dans les semaines qui ont suivi le massacre du Bataclan, beaucoup se sont demandé pourquoi des jeunes Français s'en prenaient à d'autres jeunes Français. Qui formule le problème ainsi se moque des gens. La dissociation entre la nationalité administrative et la nationalité identitaire est de plus en plus marquée, et le commun des mortels ne se laisse plus bluffé.

N. P. - Au contraire, je pense justement que poser le problème en ces termes, c'est assumer l'échec. Certains ont cru que l'arrivée de populations dont la culture n'est pas la même et dont la religion est dans une phase conquérante pouvait fonctionner par miracle en même temps qu'on remettait en cause les bases du projet républicain et les fondements de notre culture commune. Nous avons sûrement failli à cause de notre politique sur l'immigration, mais la situation actuelle est surtout due à la destruction de la machine à intégrer : l'école, le travail, etc.

M. B.-C. - Toynebe disait que trois facteurs sont dans l'histoire : le nombre, le nombre et le nombre. On peut presque en faire une équation politique : quand des immigrés en trop grand nombre et provenant d'une culture, et même d'une civilisation très contrastée s'installent dans un pays qui à lui-même renoncé à intégrer, vous rassemblez tous les éléments pour fracturer le corps social, engendrer un choc anthropologique, et aboutir à ce qu'on appellera une diversité malheureuse.

Des mots qui étaient hier ostracisés sont aujourd'hui dans toutes les bouches, comme la notion de souveraineté par exemple. Y a-t-il eu une évolution du débat ?

Est-ce la fin de la «pensée unique», telle que théorisée par Jean-François Kahn ?
N. P. - Quand j'ai commencé dans le journalisme en 2002, il y avait une véritable chape de plomb sur ces sujets – notre débat n'aurait pas été possible. Spécialiste de l'éducation, j'établissais le constat d'une baisse générale du niveau car de nombreux professeurs me l'expliquaient, mais tous les journalistes me di-

saient que ceux-ci n'étaient pas représentatifs et qu'il fallait au contraire interroger les sources officielles, c'est-à-dire la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'Éducation nationale qui défendait que le niveau montait car le nombre de bacheliers avait doublé entre 1985 et 1995. Il était alors totalement impensable de dire autre chose. Jean-François Kahn a fondé *Marianne* en 1997 pour parler d'insécurité et d'immigration sans être renvoyé au Front national. Beaucoup de journalistes subissent encore une pression médiatique, n'écrivant pas ou ne disant pas ce qu'ils pensent véritablement, mais l'inhibition est sans commune mesure avec ce qu'elle était autrefois.

Un autre problème est la polarisation des médias, alors que certains tiennent le discours qui était auparavant impossible d'avoir, mais sans nuances, sans capacité à se parler, sans pluralisme. En revanche, la pensée unique d'il y a vingt ans sur les questions économiques ré-

gne encore largement. Il y a un véritable tropisme atlantiste dans tous les médias, qui s'est imposé par exemple au moment de la guerre en Ukraine, moins flagrant, mais qui a des conséquences politiques et économiques majeures.

M. B.-C. - Je serai moins optimiste. Certes, des réalités autrefois censurées percent désormais dans le débat public, non pas toutefois parce que la droite a gagné la guerre des idées mais parce que la situation s'est à un tel point dégradée qu'on ne peut plus les censurer intégralement. Mais le régime diversitaire n'a pas dit son dernier mot : il ne cesse d'étendre le domaine des loix censées combattre la «haine» et les «propos haineux». L'appel à pénaliser et à criminaliser tout ce qui entre en contra-

L'idée que les Français pourraient devenir culturellement minoritaires chez eux est certes insupportable : faire venir une immigration massive sans réguler les flux et surtout ne pas les intégrer constituent une politique dangereuse et coupable

NATACHA POLONY

diction avec le récit de la diversité heureuse est partout lancé – et toute critique résolue de l'idéologie diversitaire est assimilée à la haine. Les années woke furent caractérisées par une censure par le bas : celle des étudiants enragés aux chevrons bleus, hurlant des hystériques, qui faisaient tout pour faire annuler les conférences des penseurs qu'ils n'aimaient pas, et qui obtenaient souvent gain de cause lorsque l'administration universitaire, effrayée, annulait l'événement pour des raisons de sécurité. Aujourd'hui, on assiste plutôt à une tentative de restaurer la censure par le haut. En Écosse, une loi a été adoptée pour interdire les propos haineux à la maison ! En France, un colloque en hommage à Dominique Venner mort il y a dix ans, dont je ne suis pas proche idéologiquement, a été annulé pour des raisons insensées : on redoutait que s'y tiennent des propos contradictoires avec la loi Pleven ! En Angleterre, Nigel Farage a été chassé de sa banque à cause de ses opinions politiques.

N. P. - La chape de plomb médiatique subsiste encore, mais je n'ai pas la même lecture de la nature du problème. En 2015, le comité Orwell, constitué de journalistes qui voulaient réfléchir à l'exercice de leur métier, a rassemblé une majorité des journalistes économiques. Dans notre premier ouvrage collectif qui s'intitulait *Bienvenue dans le pire des mondes. Le triomphe du soft totalitarisme*, nous essayions d'analyser les outils d'un totalitarisme qui ne dit pas son nom et qui peu à peu restreint les libertés pour éviter toute remise en cause du système. Avec Jean-Michel Quatrepoint dans *Délievez-nous du bien*, nous jugeons que ce minoritarisme qu'on n'appelait dans *Délievez-nous du bien*, nous jugeons que ce minoritarisme qu'on n'appelait pas encore wokisme n'était que le revers de la médaille du néolibéralisme. La mécanique de déréglage des marchés économiques et d'extension des domaines du marché à l'ensemble de la

vie humaine facilite ensuite la possibilité pour des minorités de s'imposer sur le plan culturel. C'est le modèle américain qui consiste à la fois à tout déréguler et transformer en profit et à favoriser la constitution des minorités auxquelles le marché peut ensuite s'étendre.

Faut-il d'un côté mettre en cause les États-Unis ?

M. B.-C. - La situation faite à la liberté d'expression en France a d'abord des racines françaises. La France n'a pas attendu les États-Unis pour prendre des mesures contre les propos haineux : c'est un héritage de 1793, qui se caractérise d'abord par la Terreur et la volonté d'épurer le corps social des éléments réfractaires. En fait, nous sommes, je crois, l'empire du communisme totalitaire tel qu'il s'est déployé au XX^e siècle sur la structure mentale des sociétés occidentales. L'antifascisme, on l'a oublié, n'a jamais été une doctrine fondée sur la lutte contre le fascisme, mais une stratégie rhétorique pour assimiler au fascisme tous les ennemis du communisme et du socialisme. De la même manière aujourd'hui sont rangés à l'extrême droite tous les adversaires du régime diversitaire.

N. P. - Plus les démocraties sont devenues libérales, moins elles sont restées démocratiques. L'adhérer à la distinction de Régis Debray entre démocratie libérale et républicaine quant à l'organisation de l'espace public : «La démocratie, c'est ce qu'il reste d'une république quand on a éteint les Lumières», dit-il. La république s'appuie sur l'idée née des Lumières d'un peuple éduqué de citoyens autonomes et responsables – ce que nous avons perdu. La France présente le défaut des deux systèmes :

l'importation des problématiques américaines et le poids du gauchisme dans sa propre histoire, dont on n'a pas encore dressé le lourd bilan : destruction de la production de savoir à l'université, monopolisation de la parole publique, etc. Il faut poser un regard nuancé sur notre histoire, et penser de façon dialectique : la Révolution française ne constitue pas un bloc. La dérive de la Terreur de 1793 n'était contenue dans l'idéal républicain et des Lumières de 1789.

Contre la perspective de la guerre civile, nos responsables politiques doivent maintenir cet idéal républicain qui promeut la capacité des individus à s'élever par le savoir et la raison sans le vouer aux gémonies.

M. B.-C. - On ne peut évidemment pas réduire la modernité à la vie publique, mais on ne saurait nier que la tentation totalitaire soit substantielle à la modernité, dans sa volonté de décrocher le paradis du ciel pour l'établir sur terre – c'est ce qu'on a appelé les religions politiques. Et qui dit société qui se croit idéale dit société politicière, et société tentée de se débarrasser des catégories sociales retardataires, traitées comme le bois mort de l'humanité, à liquider. Les Vendéens ou les Koulaks étaient les catégories sociales de trop, qui n'avaient pas été éclairées par la Révolution ; ce sont aujourd'hui les majorités historiques occidentales qui n'ont pas compris la richesse de la diversité et qui se refusent à devenir minoritaires dans leur propre pays.

N. P. - Il y a une tentation totalitaire de la modernité dans la mesure où elle prétend détrôner la religion tout en reprenant ses modes de pensée, particulièrement dans sa manière d'abord le rapport entre les individus. Au contraire de ce que préconise une vision religieuse, il faut strictement délimiter la vie privée de la vie publique ; ce sont aujourd'hui les majorités historiques occidentales qui n'ont pas compris la richesse de la diversité et qui se refusent à devenir minoritaires dans leur propre pays.



DESSINS FABEN CLAREFOND